

Auray. Finances publiques : agents et élus, même combat



Quelque 400 personnes ont manifesté ce lundi matin devant le centre des impôts d'Auray menacé de fermeture. (Le Télégramme/Mathieu Pelicart)

Quelques 400 personnes ont manifesté ce lundi matin, devant le centre des impôts d'Auray, menacé de fermeture dans le cadre du plan de réorganisation des Finances publiques.

Fermeture du centre d'Auray

« Un plan qui prévoit notamment dans le Morbihan la fermeture du centre d'Auray, où travaillent 60 agents », a rappelé Yannick Le Sausse, secrétaire départemental Solidaires Finances publiques. Les agents seraient redéployés à Lorient, Pontivy et Ploërmel. Le plan prévoit aussi des points de contact décentralisés dans les territoires ruraux. « Mais ils ne seraient pas forcément assurés par des agents des Finances publiques », avancent les syndicats.



« Fracture numérique »

De nombreux élus locaux, « inquiets de la disparition des services publics et de l'exclusion numérique de certaines populations fragiles », étaient présents à cette manifestation. Le maire d'Auray, Joseph Rochelle, a rappelé que le plan ne fermait pas la porte au maintien de certains postes sur le territoire : « Reste à savoir combien, à quel endroit et pour quel service rendu aux citoyens ».





« Crainte du changement »

« La phase de concertation n'est pas encore terminée », répond Claude Girault, directeur des Finances publiques du Morbihan, qui assure que ce sont bien des agents de ses services qui continueront d'accueillir le public dans les futurs points de contact. « Mais ils devront être plus polyvalents et seront formés pour ce faire. C'est cette crainte du changement qui s'exprime aujourd'hui dans le mouvement ».

Le taux d'agents grévistes s'élevait ce lundi à 66 % dans le Morbihan (90 % à Auray).

L'assemblée générale a voté la reconduction du mouvement ce mardi, où un nouveau rassemblement départemental est annoncé devant le centre des impôts de Ploërmel, menacé lui aussi de fermeture.